

**Réponse d'Orange France à la consultation publique sur le projet de décision portant sur l'encadrement des tarifs de terminaison d'appel vocal « directe » sur les réseaux mobiles métropolitains.**

1. Sur les Éléments de coûts (II)

1.1. L'Autorité semble considérer que les éléments de coûts dont elle dispose de la part des opérateurs mobiles ne seraient pas suffisants pour analyser les différences de coûts entre opérateurs.

Orange France rappelle à ce sujet que la décision n°01-458 de mai 2001 qui avait défini le format des rapports annuels de coûts et revenus était déjà suffisamment détaillée et exhaustive pour permettre une analyse pertinente des coûts et de leur évolution ; Orange France a fourni ainsi à l'Autorité des éléments détaillés cinq années de suite sur la base de cette décision pour les exercices 1999 à 2003.

L'Autorité a procédé à une refonte de cette décision au 2<sup>ème</sup> semestre 2005 et a publié une nouvelle méthode de comptabilisation des coûts et de format de reporting fin 2005 ; Orange France s'était exprimée sur cette décision à l'occasion de la consultation publique qui avait précédé sa publication et avait indiqué le caractère selon elle disproportionné de cette décision qui spécifie de nombreux points de manière trop détaillée et étend la périmètre de reporting de façon injustifiée. Orange France considère qu'une décision portant sur une méthode de comptabilisation, qui plus est lorsqu'elle s'applique à plusieurs opérateurs ayant des systèmes comptables différents, doit être limitée aux principes de comptabilisation, il incombe en effet à l'auditeur externe mandaté par l'Autorité de s'assurer de la conformité des éléments et de préciser dans son rapport les modalités d'application chez chaque opérateur.

Orange France a fourni à l'Autorité dans le cadre de cette décision les rapports détaillés de ses coûts et revenus 2004 et 2005 ainsi que ceux de ses coûts et revenus prévisionnels 2006 et 2007. L'Autorité dispose par ailleurs des rapports d'audit complets portant sur les années 2003 et 2004 et ce pour les trois opérateurs mobiles.

Orange considère donc que les rapports de comptes dont dispose déjà l'Autorité lui permettent de procéder à une analyse pertinente des écarts de coûts.

1.2. L'Autorité considère qu'un "outil complémentaire à l'analyse des écarts de coûts et de revenus est nécessaire et pourra prendre la forme d'un modèle de coûts incrémentaux qui permettra de mieux identifier les déterminants des écarts de coûts constatés".

Au vu notamment des expériences d'autres pays européens, Orange France rappelle que la définition et la mise en œuvre d'un tel outil sont complexes et qu'il demande des développements longs et une concertation approfondie entre les acteurs (opérateurs et Autorité de régulation). Aussi, si l'Autorité s'interroge sur la mise en œuvre d'une modélisation différente de celle existante à ce jour, il apparaît primordial qu'une concertation avec les opérateurs soit prévue en amont pour apprécier l'opportunité d'une telle approche. En tout état de cause le délai de moins d'un an envisagé semble-t-il par l'Autorité est irréaliste.

## 2. Sur les éléments de comparaison européenne (III)

### 2.1. L'analyse comparative du GRE.

Orange France souligne que dans ce comparatif la France se situe certes en 9<sup>ème</sup> position sur 31 pays mais, si l'on considère les pays comparables, c'est-à-dire les grands pays d'Europe de l'ouest, elle se situe en 2<sup>ème</sup> position, devancée seulement par le Royaume-Uni en valeur moyenne (la disparité heures pleines / heures creuses est forte au Royaume-Uni et le prix en heures pleines y dépasse largement le prix en France). Cela, couplé au fait que le prix moyen des appels sortants en France est parmi les plus bas d'Europe, fait déjà de notre pays un des moins chers pour la téléphonie mobile. Poursuivre les fortes baisses du prix de terminaison d'appel décidées ces dernières années risque de fragiliser la situation financière des opérateurs mobiles français pour eux-mêmes et vis-à-vis de leurs homologues européens.

S'agissant de la méthode utilisée, Orange France note que l'hypothèse retenue par le GRE concernant la durée d'appel fixe vers mobile est sensiblement éloignée de la réalité : ainsi pour Orange France, la durée moyenne constatée des appels fixe vers mobile est inférieure à 2 minutes en moyenne sur l'année 2005. Prendre une durée supérieure de la durée moyenne avantage en termes de positionnement tarifaire les pays où sont pratiqués une période indivisible ou charge d'établissement d'appel.

En prenant quelques exemples tirés du comparatif international CULLEN de février 2006 d'opérateurs appliquant une charge d'établissement d'appel, on constate que l'impact de prendre une durée d'appel de 3 minutes au lieu de la durée moyenne de 2 minutes est significatif.

- Espagne : Telefonica impact de +7,4%, Vodafone + 5,3 ;
- Belgique : Proximus +6,65% et Mobistar +5% ;
- Danemark : Telenor +4,8%.

Orange estime également que le commentaire de l'Autorité concernant l'impact sur le niveau de la terminaison d'appel vocal du prix d'acquisition des licences UMTS doit être nuancé. Selon les évaluations d'Orange France, si la licence 3G des opérateurs français avait été du même ordre que celle des opérateurs anglais (soit 8,4 milliards d'euros), l'impact sur la TA serait inférieur à 1c€ en valeur, toutes choses égales par ailleurs avec un amortissement sur 20 ans.

2.2. Orange France considère donc que le niveau de prix proposé par l'Autorité pour la terminaison d'appel vocal de Orange France pour 2007 est très bas proportionnellement à la moyenne européenne de la terminaison d'appel fixe vers mobiles et en comparaison des niveaux existants dans les pays comparables à la France.

En déclarant que « le rythme de la baisse moyenne des terminaisons d'appel européenne devrait se poursuivre, voire s'accélérer », l'Autorité préjuge et anticipe de façon hâtive des décisions des Autorités de régulation des pays européens sur leur marché respectif, alors que le contexte dans lequel ces Autorités décident des obligations est variable et diffère selon le pays, la situation du marché et le niveau de concurrence. Cette déclaration semble être motivée par les observations que la commission européenne a pu faire lors de notifications de décisions par des Autorités nationales leur « demandant d'accélérer la mise en œuvre des obligations de contrôle tarifaire ».

Cependant, malgré « la tendance à la baisse de la moyenne européenne des niveaux des tarifs de terminaison d'appel mobile », le rythme de la baisse que subit Orange France de 40% en 2 ans, puis pour le présent projet d'une baisse de 21% entre 2006 et 2007, est loin d'être comparable au rythme de la moyenne européenne, soit 27,8% sur les deux dernières années. Par ailleurs, les premières décisions prises par les régulateurs européens en 2007 relatives à ce marché, établissent un pourcentage de baisse inférieur à celui fixé par l'Autorité. Ainsi l'évolution des tarifs en Belgique sera de l'ordre de 47 % sur 3 ans ; Le régulateur danois souhaite mettre en place un « glide path » de 2 ans pour atteindre un niveau moyen de la terminaison d'appel de 8c€/mn correspondant à une baisse de moins de 30 % sur 2 ans.

Or le niveau de l'encadrement tarifaire décidé par les Autorités de régulation a des conséquences importantes sur les opérateurs mobiles. Force est de constater que la pression réglementaire qui s'accroît sur les opérateurs mobiles en plus de la pression concurrentielle à laquelle ils font face depuis l'ouverture du marché, dégrade la confiance des marchés financiers envers les opérateurs européens.

Orange France relève que la même phrase est écrite par l'Autorité dans la décision 04-937 du 9 décembre 2004 - qui fixait les niveaux pour 2005 et 2006 - et dans le projet actuel : *« L'Autorité note que les baisses envisagées s'inscrivent dans la continuité de celles décidées dans l'ancien dispositif de price cap, lequel n'a pas eu de conséquences négatives notables pour aucun des opérateurs mobiles de métropole »* ; cette phrase est encore plus étonnante aujourd'hui qu'en 2004 compte tenu de la situation financière et concurrentielle des opérateurs mobiles. Il ne peut être raisonnablement considéré que la perte de 200 millions d'euros pour les opérateurs mobiles puisse être sans conséquences sur leurs capacités financières.

Orange France s'inquiète des conclusions qui pourraient en être tirées par l'ARCEP en particulier quand l'Autorité conclut le chapitre III en écrivant que la forte baisse des terminaisons d'appel et l'harmonisation de celles-ci au niveau européen permettront d'établir des conditions de concurrence propices à l'innovation et à l'investissement. L'AGEFI note en ce mois d'août 2006 que « le secteur des télécoms en Europe manque de visibilité », et « Cette guerre des prix sur le fixe et le mobile, accentuée par l'arrivée de nouveaux entrants et les récentes propositions réglementaires menacent actuellement la qualité du crédit des opérateurs. S&P a d'ailleurs dégradé les notes ...et baissé les perspectives de Telecom Italia, Telefonica et France Telecom. »

La régulation croissante que subissent les opérateurs français ne fait qu'accroître la frilosité des investisseurs dans le secteur ; elle risque entraîner une réduction des investissements et donc de l'innovation alors que les technologies évoluent rapidement, et ouvre la porte à des consolidations du secteur qui ne seront pas toujours au bénéfice du client. Les investisseurs ont besoin d'un environnement stable pour investir ; l'innovation en particulier sur les services 3G ou les services convergents ne pourront véritablement se développer qu'à ces conditions.

Orange France poursuit le déploiement et la densification de son réseau 3G afin d'atteindre dans une prochaine étape une couverture de 70 % de la population ; parallèlement l'opérateur procède au déploiement accéléré des zones blanches et doit encore densifier son réseau 2G du fait du développement des offres illimitées sur le marché et de l'arrivée des MVNO, dont une majorité empruntent aujourd'hui le réseau d'Orange France. Orange France doit par ailleurs investir dans la nouvelle génération de réseaux NGN pour développer les nouvelles offres demandées par le marché. Ces investissements, tous nécessaires, montrent que le marché mobile est toujours en développement ; ils ne pourront être réalisés de manière satisfaisante, au bénéfice des consommateurs, que si des contraintes réglementaires raisonnables et une bonne santé financière sont assurés aux opérateurs mobiles français.

### 3. Sur les hérissons (IV)

Orange France considère qu'avec un niveau de prix de terminaison d'appel pour Orange de 7,5 c€/les passerelles qui empruntent jusqu'à présent le réseau Orange devraient disparaître rapidement car actuellement le niveau de revente de trafic aux opérateurs fixes par les utilisateurs de passerelles est au dessus de 8,5 c€ (coût global de la prestation compte tenu des coûts d'exploitation, raccordement, gestion des SIM).

S'agissant de l'éradication des passerelles, Orange France s'interroge en revanche sur l'efficacité de la décision de l'Autorité consistant à permettre à Bouygues télécom de conserver un prix de terminaison d'appel plus élevé, 9,24 c€, sensiblement supérieur au prix offert par les utilisateurs de passerelles estimé par l'Autorité entre 7,5 et 8,5 c€.

### 4. Sur l'encadrement tarifaire pour 2007 (V)

#### 4.1. L'asymétrie

Contrairement à ce qu'affirme l'Autorité dans son annexe D, les écarts de coûts ne peuvent être justifiés par des effets d'échelle moindres : *« s'agissant de Byt, l'analyse des coûts de chaque réseau pris individuellement, révèle qu'il existe des écarts de coûts significatifs avec les deux autres, ayant notamment pour origine des effets d'échelle moindres compte tenu du plus faible volume de trafic sollicitant son réseau ».*

Par ailleurs, dans son avis du 4 août 2006 au régulateur Belge IBPT, la Commission européenne *« estime que les tarifs de terminaison devraient en principe être symétriques et que l'asymétrie doit être convenablement motivée »*. Elle poursuit en indiquant que *« le fait qu'un opérateur mobile soit entré sur le marché plus tard et a donc une part de marché plus petite ne peut justifier un tarif de terminaison plus élevé que pour une période transitoire. Le maintien d'un tarif de terminaison plus élevé ne serait pas justifié après une période suffisamment longue pour que l'opérateur s'adapte aux conditions de marché et devienne efficace ; elle pourrait même décourager les petits opérateurs de chercher à accroître leur part de marché »*.

Réponse d'Orange France à la consultation publique sur le projet de décision de l'ARCEP portant sur l'encadrement des tarifs de terminaison d'appel vocal « directe » sur les réseaux mobiles métropolitains

Alors que cela fait plus de 10 ans que Byt a déployé son réseau, et qu'en 2007 il va négocier le renouvellement de son autorisation 2G, il a pu acquérir les compétences nécessaires pour dimensionner son réseau et le gérer pour éviter des coûts inefficaces d'exploitation, de densification ou de déploiement (exemple zones grises). Si, dans ces conditions, Byt affiche un niveau de coût à la minute nettement supérieur, il convient alors de s'interroger sur l'efficacité de l'opérateur.

Orange France s'interroge d'autant plus sur les données chiffrées utilisées aujourd'hui par l'Autorité que, il y a 2 ans, cette dernière avait fixé, à partir des données dont elle disposait un objectif de symétrie des prix de terminaison d'appel vocal à moyen terme et avait engagé le processus en réduisant en valeur relative, de +19,8 à +18,3%, l'écart entre Bouygues Telecom et les deux autres opérateurs ... pour aujourd'hui augmenter cet écart à +23,2%.

Dans ce contexte, Orange France considère que l'assertion de l'Autorité concernant le trafic mobile-mobile : « cet encadrement tarifaire sur le trafic mobile vers mobile est de second ordre » est fausse. En effet la réduction des charges d'interconnexion n'est plus comparable à la baisse de revenu subie sur la TA lorsque l'asymétrie croît pour un acteur au détriment des deux autres.

#### 4.2. L'établissement des prix de détail (V, p.13)

Orange France réfute totalement l'assertion de l'Autorité selon laquelle « les opérateurs établissent en général la structure tarifaire de leurs offres de détail au regard des coûts incrémentaux que de telles offres induisent ». Orange France développe comme n'importe quel autre acteur du marché la structure et les tarifs de ses offres de détail en s'appuyant en particulier sur les coûts complets et des éléments de marché et de comptabilité !

#### 4.3. Modalités du contrôle tarifaire (V, p.14)

Depuis la décision de l'Autorité concernant le price cap 2005-2006, Orange a mis en œuvre un tarif indépendant de la modulation horaire (tarif flat) pour sa TA. Nous avons indiqué à l'Autorité lors des discussions du précédent « price cap » des éléments qui nous conduisaient à effectuer ce choix.

- cette modulation horaire HP-HC (75%-25%) était fondée sur la modulation existant sur le fixe et ancienne (chiffres 2002) ;
- une tarification flat facilitait la prise en compte de contraintes internationales ;
- la distribution du trafic mobile est différente de celle du fixe, les heures chargées mobiles ne sont pas les mêmes et les plages horaires évoluent.

Il faut aujourd'hui rajouter à ces éléments l'évolution du marché qui présente de plus en plus d'offres illimitées et donc pour lesquels une structure HP-HC est rendue complexe. Et avec l'arrivée des MVNO créant des évolutions au niveau des offres, il serait difficile d'anticiper une distribution a priori.

#### 5. Sur les impacts du contrôle du prix de TA (VI)

Orange France souligne la contradiction affichée par l'Autorité qui limite son calcul d'impact financier à la perte de chiffre d'affaires sur le trafic fixe vers mobile et qui par ailleurs appelle de ses vœux une baisse des tarifs de gros de vente de trafic aux MVNO. Orange tient à rappeler qu'il s'agit de deux marchés séparés et que les relations avec les MVNO relèvent dans le contexte national de contrats commerciaux.

## 6. Sur les perspectives d'évolutions futures (VII)

6.1. Orange France réitère ses commentaires concernant la fixation des tarifs de détail et conteste fortement l'affirmation de l'Autorité selon laquelle les tarifs de détail seraient fixés à partir des coûts incrémentaux (cf point 4.2. ci-dessus).

De cette base erronée, l'Autorité déduit qu'une différenciation de tarif de terminaison d'appel entre heures pleines et heures creuses serait souhaitable. Orange France s'interroge sur la pertinence d'une telle évolution alors que la différenciation qui a existé dans la tarification de la TA d'Orange France il y a quelques années avait progressivement été réduite puis éliminée.

6.2. L'Autorité indique « qu'elle complètera les règles déjà édictées dans la décision 05-0960 si elle constatait des choix différents de mise en œuvre des obligations de comptabilisation des coûts et de séparation comptable ». Orange France rappelle son opposition à une nouvelle complexification des règles régissant la comptabilisation des coûts et des revenus. Comme nous l'avons déjà indiqué dans nos précédentes réponses aux consultations de l'Autorité relatives aux éléments de comptabilisation des coûts, les obligations supportées sont lourdes du fait des travaux qu'elles impliquent, de leur entretien et des mises à jours à mettre en œuvre à chaque audit ou à chaque évolution des systèmes comptables ou des systèmes techniques. Aussi Orange France souligne à nouveau que la décision doit déterminer des principes généraux de comptabilisation de coûts mais éviter une uniformisation de certains éléments qui ne pourrait être qu'antinomique avec d'autres processus internes ou externes aux opérateurs. Typiquement il serait illusoire et injustifié d'imposer des obligations communes en matière de durées d'amortissements.